

Grève le 17 juin : les revendications de l'intersyndicale

Une intersyndicale réunissant les syndicats FSU du 2nd degré, la CGT éducation, SUD-éducation, le SNALC et les "Stylos rouges" appelle à la grève de la surveillance du bac le 17 juin.

Les revendications portent sur les rémunérations, le retrait de la réforme du lycée professionnel, de celle du lycée d'enseignement général et technologique, et des lois "fonction publique" et "école de la confiance". Le ministre a répondu que sa porte était ouverte pour des négociations sur les salaires, mais qu'il était impossible de satisfaire les autres revendications, les projets étant trop avancés pour être retirés (sic) !

Le ministre fait des propositions concernant les apprentis et de lycéens pro

Plusieurs signes montrent que l'éducation nationale est prête pour développer l'apprentissage dans les LP. Ainsi le ministre fait des propositions en s'adressant aux « apprentis et lycéens pro ».

"Nous souhaitons doubler le nombre de mobilités Erasmus d'ici trois ans pour qu'elles concernent 40 000 lycéens et apprentis", déclare Jean-Michel Blanquer au Sénat, lors d'un débat sur l'avenir de l'enseignement professionnel, le 28 mai 2019. Le ministre compte pour cela sur la hausse du budget du programme Erasmus 2021-2027, qu'il espère voir doubler, "ce qui permettrait de tripler le nombre de bourses accordées".

Valorisation de l'enseignement professionnel public ? Vous êtes priés de vider vos classes

C'est avec force et conviction que le rectorat de Bordeaux s'apprête à introduire l'apprentissage dans nos établissements. En plus des brochures, en couleur, distribuées dans nos casiers et posées en salle des profs, il les adresse électroniques des collègues et quelquefois cible les professeurs principaux comme le montre ce mail qu'on a reçu dernièrement de la part d'un Psychologue de l'éducation nationale :

Chers collègues professeurs principaux,

[...En accord avec les chefs d'établissement, je vous écris pour vous demander de bien vouloir faire le point dans les classes dont vous êtes PP en remplissant pour les élèves intéressés par l'apprentissage, la fiche navette que je vous transmets en PJ (elle doit être signée par les représentants légaux), puis de transmettre ces fiches complétées et signées aux chefs d'établissement.

Précision importante à transmettre aux élèves, c'est à eux de prendre directement contact avec le CFA qui les intéresse pour bénéficier de l'accompagnement (informations sur les contrats, recherche d'une entreprise, etc...).

Les chefs d'établissement doivent faire remonter les tableaux d'élèves au SAIO.

En vous remerciant pour votre collaboration,

C'est la volonté politique de liquider le lycée professionnel. Les élèves qu'on va perdre sont les élèves motivés et encadrés par les parents (trouver un patron, actuellement n'est pas à la portée de tous les jeunes). Et perdre des élèves, cela revient à perdre des moyens car la DHG, depuis la réforme du Bac pro trois ans, dépend des effectifs.

Création et suppression de postes dans la fonction publique

Les suppressions de postes sont inquiétantes car elles touchent les secteurs des plus importants dans la société : éducation nationale (-1800), transition écologique et solidaire (- 1639), culture (- 160), travail (- 472), solidarité et santé (-508)...Mais il y a des créations : **intérieur (+3573) et armées (+ 984) !!!** Pas besoin d'un dessin...

C'est un mauvais signe de voir une nation, comme la France, délaissier des secteurs comme l'éducation pour investir dans la répression et l'armement.

Et ça continue : La France qui revendique sa Liberté avec un grand L vient de passer dans le dernier classement des pays pour la liberté de la presse (<https://rsf.org/fr/donnees-classement>) en 32^{ème} position, derrière la Jamaïque, le Ghana ou l'Afrique du Sud.

Une journée nationale contre la précarité dans la fonction publique

Le projet de loi fonction publique va accentuer le recours à ces agents, car moins de fonctionnaires, c'est forcément davantage de contractuels ...donc plus de précarité !

Les contractuel-les œuvrent pour le service public dans des conditions souvent difficiles, CDD successifs, chantage au contrat, temps incomplets non choisis, exclusion organisée du CDI, législation non respectée par l'employeur, etc...

Les combats syndicaux ont contribué à améliorer la « gestion » des agents contractuels mais la précarité demeure une réalité à laquelle la FSU ne se résout pas



Cette année, la FSU organise le 6 juin (au siège de la FSU), la JOURNÉE NATIONALE CONTRE LA PRECARITE.

La matinée sera un moment consacré aux témoignages et bilans des travaux menés par les différents syndicats, concrétisée par une déclaration commune et suivie d'une conférence de presse à 11H30.

L'après-midi, la FSU a demandé une audience à Olivier Dussopt, Secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics. Pendant cette audience, un groupe de travail élaborera en parallèle, un plan d'action sur les suites à donner à ces situations de précarité pour les prochains mois...

Plus d'informations sur notre [Espace contractuels](#)

Le calendrier scolaire 2020-2021

Un projet d'arrêté prévoit que la pré-rentrée des enseignants soit fixée au 31 août 2020 et la rentrée des élèves le lendemain, mardi 1^{er} septembre.

Les vacances de la Toussaint commencent le samedi 17 octobre après la classe, jusqu'au lundi 2 novembre au matin,

Les vacances du Noël du samedi 19 décembre au lundi 4 janvier,

Les vacances d'hiver pour la zone A (Besançon, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Limoges, Lyon et Poitiers) du 6 au 22 février.

Les classes vaqueront le vendredi 14 et le samedi 15 mai (pont de l'ascension)

Les vacances d'été commencent le mardi 6 juillet après la classe.

Le DNB, révélateur des inégalités sociales

"En 2018, en France, 87,2% des 807 500 candidats présents aux épreuves du diplôme national de brevet (DNB) ont obtenu leur diplôme". Dans une [note](#), la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) précise que 9% d'entre eux ont passé la série professionnelle où le taux de réussite est inférieur à 80 %. Il ajoute que 72% des enfants de cadres, candidats en série générale, décrochent une mention "Très bien" ou "Bien", contre 33% des enfants d'ouvriers et que les filles réussissent mieux que les garçons.

La DEPP publie une [seconde note](#) d'information qui porte sur les élèves en situation de handicap nés en 2001. Près de quatre sur 10 ont passé le DNB et l'ont eu, pour une petite moitié d'entre eux en 2016, donc "à l'heure", en 2017, donc avec un an de retard pour plus de la moitié d'entre eux, avec deux ans de retard pour 6 % d'entre eux et un an d'avance pour 1 %. Mais un tiers des élèves en situation de handicap, bien qu'ils aient fréquenté une classe menant au DNB n'ont pas été inscrits à l'examen et 29 % "n'ont pas fréquenté une classe menant au DNB".

Dans les deux cas les inégalités sociales se traduisent par une baisse des résultats. Et paradoxalement, c'est à ces jeunes que le ministère s'apprête à mettre en place une réforme qui les pénalisera davantage !

L'Assemblée nationale adopte le projet de loi de transformation de la fonction publique / AEF

Le [projet de loi de transformation de la fonction publique](#) a été adopté par l'Assemblée nationale le 28 mai 2019 par 351 voix pour et 156 voix contre. Les groupes LREM et Modem ont voté pour ; LR, les groupes socialistes et communistes et LFI contre. UDI, Agir et indépendants et Libertés et territoires se sont abstenus. Le texte prévoit notamment la fusion des CT et CHSCT, la réduction des attributions des CAP, l'élargissement du recours au contrat ou encore l'accès à des non-fonctionnaires aux postes de direction. D'autres dispositions visent à créer des indemnités de fin de contrat, inscrivent dans la loi la durée annuelle de travail de 1 607 heures et renforcent l'égalité professionnelle. Au Sénat, le projet de loi sera examiné le 13 juin en commission et à partir du 17 juin en séance publique. Le gouvernement a engagé la procédure accélérée.

Procédure d'affectation des stagiaires / rappel

Procédure d'affectation des stagiaires Pour l'affectation à la rentrée 2019, les vœux sont à formuler du 6 mai au 7 juin 2019 à midi heure de Paris sur le site [SIAL](#) du ministère. Pour cela, les stagiaires ont besoin de leur numéro d'inscription au concours. Si ce numéro n'est pas reconnu, faut envoyer un mail au ministère à sialtech@education.gouv.fr et sialgest@education.gouv.fr en indiquant nom de naissance, nom marital, prénom, date de naissance, concours et session, discipline, n° d'inscription non valide actuel et le problème rencontré. Prévenez-nous par ailleurs en envoyant un mail à capn@snuep.fr

Trois documents importants à lire sur notre [Espace Stagiaire](#) : la note de service, le Bulletin académique N°255 et la fiche de suivi.



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

Orientation : signature d'un Cadre national

Dans le bus de détailler la nouvelle répartition des rôles ente l'État et les régions en matière d'information et d'orientation pour les publics scolaires, étudiant et apprenti, les représentants des deux parties ont signé, le mardi 28 mai 2019, un cadre national de référence. A noter que la loi du 5 septembre 2019 confie l'organisation des actions d'information sur les métiers et les formations à destination des jeunes aux régions. Cette mission implique notamment d'informer les apprentis, mais aussi de valoriser l'apprentissage auprès des autres jeunes.

Ont participé à la conférence de presse, Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, François Bonneau, président délégué de Régions de France, et Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

"l'orientation est un sujet majeur et ce cadre de référence est au niveau de nos ambitions. Il faut aider les jeunes à faire des choix éclairés. Les régions doivent s'investir encore plus qu'aujourd'hui et faire connaître aux jeunes le monde économique et social, les métiers d'aujourd'hui et de demain." Une préoccupation commune avec Frédérique Vidal qui constate que "les jeunes ont besoin d'incarnation des métiers existants" et qui rappelle que "l'orientation n'est pas seulement initiale mais se prolonge tout au long de la vie".

"Notre travail est de penser comment faire en sorte que les jeunes puissent se projeter dans un champ de métiers et se voir offrir les formations qui correspondent à leur souhait professionnel et à leur engagement en termes d'études, a détaillé Frédérique Vidal. C'est aussi ce qui nous permettra de revaloriser l'alternance, de revaloriser l'apprentissage, et de faire en sorte que l'on puisse, depuis le pré-bac jusqu'au diplôme d'ingénieur, au travers de l'apprentissage pensé comme une nouvelle voie de formation, irriguer les territoires et leur permettre d'accueillir et de réaccueillir des employeurs."

François Bonneau,

Interpellé avant la conférence de presse par une délégation syndicale de la FSU qui constate n'avoir pas eu connaissance du contenu du cadre national de référence, s'inquiète de sa déclinaison en région et du sort des personnels transférés aux régions, Jean-Michel Blanquer s'est voulu rassurant et a notamment déclaré : "L'Onisep doit évoluer. Une nouvelle direction va travailler à cela...".

Le texte du cadre national de référence sur education.gouv.fr ([ici](#))

Pré-syndicalisation

La période de pré-syndicalisation au SNUEP-FSU s'ouvre, elle a pour objectif de vous solliciter pour le renouvellement de votre confiance ; les seules ressources de notre syndicat sont vos cotisations. Le SNUEP-FSU sera en congrès l'an prochain, c'est le moment pour vous de participer activement à la vie de votre syndicat. Il a aussi besoin de militant-es pour fonctionner, n'hésitez pas à contacter votre section académique.

Bulletin de pré-syndicalisation : [Word](#) et [PDF](#)